



**Compte de la participation du réseau national de plaidoyer pour la Réduction des Risques de Catastrophe à la conférence mondiale pour la RRC à Sendai au Japon.**



*Avril 2015*

## Introduction

Du 13 au 19 Mars 2015, une délégation du réseau national de plaidoyer pour la Réduction des Risques de Catastrophe au Burkina Faso, a pris part à la 16<sup>ème</sup> conférence mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe à Sendai au Japon. Cette conférence avait pour but d'adopter le cadre d'Action Post Hyōgo 2015 pour une période 15 ans. La mission était composée de M. Constant Zango, Président de l'Alliance Technique d'Assistance au développement, (ATAD), et de M. Adama GNANOU, Chargé de Communication et du Plaidoyer du Réseau MARP Burkina. Notre participation a été rendu possible grâce à l'autorisation que nous avons obtenue de nos structures respectives et aussi l'appui de financier de Christian Aid Sahel Burkina. La Conférence a réuni 4000 participants et des représentants des 186 États membres des Nations Unies.

### I- Synthèse de notre participation à cette conférence.

Le cadre de cette rencontre était essentiellement dédié à des rencontres de haut niveau entre les délégations officielles de gouvernements issus d'Etats membre des Nations Unies dont le Burkina Faso et de représentant d'institutions et d'agences spécialisées de l'ONU. Quant à la société civile elle était représentée à ces négociations à travers les réseaux et les grands regroupement régionaux et sous régionaux.

C'est à ce titre que notre réseau, (le Réseau national de plaidoyer pour la prise en compte de la RRC au Burkina Faso) a été invité par le Réseau Mondial pour la Réduction des Risques de Catastrophe (GNDR) à participer à cette conférence.

Arrivée à Sendai City le 14 Mars dans la matinée, nous nous sommes rendus sur le lieu de la conférence à **Sendai Conférence Center** dans l'après-midi, question de prendre la température avant le lendemain.



La conférence était composée de plusieurs séances de plénières, de panel, de tables rondes, de rencontre entre réseaux, etc. Dans la panoplie de panels organisés, nous avons pris part à quatre (04) panels dont le

premier a porté sur, « **construire un avenir résilient en zone rurales** » ; le deuxième panel a porté sur la « **gestion intégrée des ressources en eau** » et le troisième a porté sur « **l'appliquer de la science et la technologie à la prise de décision en matière de RRC** » et le quatrième a porté sur « **la notion d'inclusion dans la RRC** ». Les interventions ont portées essentiellement sur des partages d'expériences réussies, portées par des organisations des sociétés civiles en synergie d'action avec leur Etat. Ces panels sont des instances d'échanges et de partages d'expériences réussies en matière de RRC. Des suggestions et des recommandations sont formulées après panel, pour enrichir les débats au niveau des tables négociation.

Au-delà de ces panels nous avons aussi participé à une sortie terrain, dans la banlieue de Sendai sur un site dévasté par le Tsunami de 2011 qui a touché de plein fouet le Japon. Cette sortie a été marquée par deux étapes essentielles dont la première a consisté à une projection de films dispo sur l'expérience du Japon dans la récupération des terres salinisées par l'eau de la mer lors du Tsunami, suivi de questions réponses. L'autre étape de la sortie a consisté à une visite des sites en phase de désalinisation, en reconstruction ou en relèvement. Nous avons aussi bénéficié d'une visite guidée dans un champ en culture hors sol, où il nous a été donnée de constater une expérience réussi en matière de production hors sol. La visite s'est terminée par une dégustation de mets locaux à base de produits purement Japonais.



Au cours de notre séjour à Sendai, nous avons également assisté à une rencontre d'échanges sur le projet BRACED, mis en œuvre au Burkina Faso, par un consortium d'ONG et Association au niveau national. Cette rencontre était organisée par Christian Aid Londres, a été un cadre de présentation du projet suivi de quelques échanges et de plaidoyer. Elle a connu la participation du Ministre de l'Action Sociale et de la Solidarité nationale du Burkina Faso, qui a souhaité que le gouvernement soit impliqué dans la mise en œuvre dudit projet.



Nous avons aussi participé à une rencontre animée le par le Réseau Mondial pour la Réduction des Risques de Catastrophe (GNDR), au cours de laquelle nous avons échangé sur des questions de mobilisation de fonds au niveau endogène, le travail en synergie en

améliorant le partage d'information et en mettant en place des mécanismes plus performants, la conduite du plaidoyer en collaboration avec les acteurs étatiques et le secteur privé. Nous avons aussi convenu de la nécessité de travailler à conscientiser les populations afin qu'elles prennent leur destin en mains en interpellant elle mêmes les pouvoirs publics. C'est une des meilleures



options pour mettre la pression sur les gouvernements et faire bouger les choses.

## II- **Leçons tirées de notre participation à la conférence mondiale sur la Réduction des Risques de Catastrophe à Sendai au Japon :**



Tout d'abord nous félicitons Christian, qui a facilité notre participation en tant que acteurs de la société civile à cette importante rencontre.

Cette rencontre de haut niveau a été d'une grande école pour nous en ce qu'il nous a permis de comprendre l'environnement dans

lequel se déroulent ces types de négociations. Les multiples échanges que nous que nous avons eus avec d'autres personnes venant du monde entier ont été des moments de partage d'expériences et de connaissance sur les questions de RRC mais aussi sur des sujets divers.

A la lumière des négociations on retient que la question de la RRC est une question essentielle et fondamentale qui doit être traité au quotidien.

Tout était pourtant réuni pour que les parties prenantes parviennent logiquement à des accords: la mobilisation de 186 Etats et de nombreux acteurs de la société civile, sans oublier le cyclone Pam qui a frappé l'archipel du Vanuatu à la veille même de cette rencontre, rappelant au monde entier l'importance d'agir pour une gestion des risques de catastrophes efficace et adaptée. Malgré cela, la longueur inattendue des négociations a laissée présager que le cadre final sera moins ambitieux qu'attendu. Toute chose qui était de nature à fragiliserait les trois processus de négociations en 2015 : le financement de l'aide internationale, les objectifs du développement durable, et le changement climatique.

Par ailleurs les principaux points de blocage des négociations portaient essentiellement sur les questions financement de la coopération internationale, la question de la responsabilité. Pendant que les Pays en développement voulaient faire porter par les pays développés la responsabilité des dommages causés par les catastrophes récurrentes, ces derniers parlent de responsabilité partagée. Dans tous les cas, sur ce point un consensus a été trouvé:

- a) chaque État à la responsabilité principale pour prévenir et réduire les risques de catastrophe ;
- b) La réduction du risque de catastrophe est une préoccupation commune pour tous les États ;
- c) la réduction des risques exige que les responsabilités soient partagées par les administrations centrales et des autorités nationales, des secteurs et des parties prenantes, en fonction de leur situation nationale et un système de gouvernance ;
- d) la gestion des risques de catastrophes vise à protéger les personnes et leur propriété;
- e) la réduction des risques exige un engagement de l'ensemble de la société et le partenariat (cf. *Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe pour la période 2015-2030*).

Nous retenons donc qu'il faut mettre l'accent sur le réseautage afin de garantir la chance à la société civile de se nous faire entendre. Ces réseaux de la société civile doivent travailler en étroite collaboration et en intelligence avec les institutions sous régionales telles que la CEDEAO, continentales telles que l'Union Africaine (UA), etc. Le dialogue avec le gouvernement central doit être maintenu et pour travailler également en synergie d'action pour le bien-être de nos populations, aux noms desquelles nous tirons notre légitimité.

### III- **Quelques informations importantes de la conférence :**

- ✎ Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rappelé aux participants de la conférence à l'ouverture que les pertes économiques annuelles dépassent maintenant les \$ 300 000 000 000 chaque année. "Nous pouvons regarder ce nombre croître que plus de gens souffrent. Ou nous pouvons considérablement réduire ce chiffre et d'investir les économies en développement. Six milliards de dollars alloués chaque année peuvent entraîner des économies de jusqu'à 360 milliards de dollars d'ici 2030 ", at-il dit, citant les dernières preuves dans le Rapport d'évaluation mondial sur la réduction des risques de catastrophes publié par UNISDR.
- ✎ Le Premier ministre, Japonais M. Shinzo Abe a promis US \$ 4 milliards pour soutenir la mise en œuvre de «l'Initiative de coopération Sendai pour la prévention des catastrophes» au cours des quatre prochaines années. Le paquet se concentrera sur le développement des infrastructures en cas de catastrophe à l'épreuve, la promotion de la coopération mondiale et régionale et la formation des 40 000 fonctionnaires du gouvernement et les dirigeants locaux de jouer un rôle de premier plan dans les efforts nationaux de réduction des risques de catastrophe. Japon fera son expertise et les connaissances disponibles.

## **Mobiliser le leadership des femmes en faveur de la RRC**

L'un des principaux projets qui seront entrepris dans le cadre de cette initiative est le lancement de la formation afin de promouvoir le leadership des femmes dans la réduction des risques de catastrophes. En outre, à l'Assemblée mondiale des femmes de Tokyo qui se tiendra cet été, l'un des thèmes sera **«Les femmes et la prévention des catastrophes»**, toute chose qui contribuera à placer les femmes au centre des efforts de réduction des risques de catastrophe.

- ✎ Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a lancé un appel à l'ouverture de la Conférence pour la création d'un système mondial d'alerte rapide pour les catastrophes climatiques - "Disaster Attention climat" - comme il a déclaré que 70% des catastrophes sont désormais liées au changement climatique, double le nombre d'il y a vingt ans.

Il a affirmé que l'objectif était de fournir aux pays les plus vulnérables, y compris les petits États insulaires en développement, l'accès aux mises à jour météorologiques et climatiques en temps réel, la technologie de l'information et des communications et de soutenir un système d'alerte par SMS.

M. Fabius est Président entrant de COP21, la 21e session de la Conférence des Parties sur les changements climatiques qui aura lieu à Paris Décembre. Il a dit que la réduction des risques de catastrophe et de la lutte contre le changement climatique sont totalement liées: **"Il est nécessaire de se attaquer à ces problèmes ensemble et non séparément."**